

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 15 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL SOTEC

Les Lègues
11200 Lézignan-Corbières

Références : UID11/66-C3-2024-003
Code AIOT : 0006600133

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2023 dans l'établissement SARL SOTEC implanté lieu-dit « Les Lègues » 11200 Fabrezan. L'inspection a été annoncée le 23 octobre 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL SOTEC
- Les Lègues 11200 Fabrezan
- Code AIOT : 0006600133
- Régime : Autorisation

La carrière SOTEC, exploite une carrière calcaire lacustre sous l'appellation «pierres de Lègues». Le gisement est vendu en blocs bruts de 10 tonnes environ.

Cette carrière est autorisée à exploiter depuis 1975, pour une production annuelle de 1 000 tonnes de calcaire lacustre et 5 500 tonnes de matériaux tout venant. La superficie de l'exploitation représente environ 5 ha. Le gisement à exploiter a été évalué en 2005 à 28 650 m³ de travertin et 43000 m³ de graves.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 novembre 2005.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 2.1.5	Sans objet
3	Documentation	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 2.2.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté deux écarts aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 10 novembre 2005, il est demandé à l'exploitant de les lever sous 30 et 60 jours les non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, Voies et aires de circulation
Prescription contrôlée : Les voies de circulation, les pistes et les voies d'accès doivent être délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet.
Constats : Le site comporte une voie d'accès principale suffisamment large pour permettre le déplacement d'engins. Le jour de l'inspection, aucune piste n'était encombrée d'objets ou autres obstacles susceptibles d'altérer la circulation des véhicules.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 2.1.5
Thème(s) : Autre, Équipements abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : Le site comporte des équipements ne semblant plus être susceptibles d'être utilisés compte tenu de leur vétusté, il est demandé à l'exploitant de procéder à

l'évacuation de ces équipements considérés comme abandonnés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Documentation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2005, article 2.2.2
Thème(s) : Autre, Contenu de la documentation
<p>Prescription contrôlée : [...] La documentation minimale comprend :</p> <p>Les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lesquels figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords, dans un rayon de 50 m ; -les bords de fouille ; -les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs ; -les zones de remise en état ;
<p>Constats : L'exploitant doit faire parvenir à l'inspection des installations classées les éléments visés à l'article 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2005.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites